

Contrat de prestations

entre

la **Ville de Bienne**, agissant par le Conseil municipal, Pont-du-Moulin 5, 2502 Bienne,

le **Canton de Berne**, agissant par le Conseil-exécutif, Postgasse 68, 3000 Berne 8,

les **communes de la région**¹, représentées par le syndicat de communes pour l'encouragement des activités culturelles dans la région Biel/Bienne-Seeland-Jura bernois (BBSJB), agissant par l'assemblée des délégués et des déléguées,

(ci-après les responsables du financement)

et

la **Fondation "CentrePasquArt Biel/Bienne"**, représentée par ses organes statutaires, Faubourg du Lac 71-75, 2502 Bienne

(ci-après "Fondation")

pour la période de subventionnement 2020 - 2023

vu

- les articles 4, 5, 7, 12, 13, 14, 18, 19, 21, 22 et 24 de la loi cantonale du 12 juin 2012 sur l'encouragement des activités culturelles (LEAC; RSB 423.11)
- les articles 8, 9, 10, 11, 13 et le chiffre 1 de l'annexe de l'ordonnance cantonale du 13 novembre 2013 sur l'encouragement des activités culturelles (OEAC; RSB 423.411.1)

¹ Toutes les communes sont listées dans l'annexe 2

Section 1: Généralités

Art. 1 Objectif de la Fondation

- 1 La Fondation exploite le Centre d'art Pasquart conformément à l'objectif défini dans ses statuts.
- 2 La Fondation possède et gère au profit de différents acteurs de l'art contemporain le Pasquart et exploite le Centre d'art Pasquart consacré à l'organisation d'expositions d'art contemporain.

Art. 2 Objet du contrat

- 1 Le présent contrat régit le contenu, le volume et la qualité des prestations fournies par la Fondation, l'indemnisation de ces prestations par les responsables du financement et les modalités de contrôle de ces prestations.
- 2 Ce faisant, les responsables du financement respectent la liberté artistique de la Fondation.

Section 2: Prestations et projets stratégiques de la Fondation

Art. 3 Catalogue des prestations et des projets stratégiques

- 1 La Fondation fournit les prestations principales suivantes:
 - a Elle élabore et met sur pied au moins 24 expositions d'art contemporain durant la période de subventionnement.
 - b Elle collabore avec les institutions partenaires au Pasquart et fixe les modalités de cette collaboration dans des contrats séparés.
 - c Elle collabore avec des institutions culturelles de la ville, de la région, du canton et de Suisse.
- 2 Médiation culturelle: La Fondation s'adresse, avec ses offres de médiation, à différents groupes cibles et encourage une participation active du public à la création culturelle. La Fondation propose :
 - a des offres de médiation publiques telles que des visites guidées pour les enfants, les jeunes et les adultes, d'autres événements (scientifiques et pour un public plus large) et met à disposition du matériel lié aux expositions (publications, catalogue d'expositions)
 - b des offres de médiation pour les écoles, adaptées à l'âge des élèves, telles que visites commentées et ateliers thématiques et créatifs. Elle met à disposition du matériel d'accompagnement pédagogique, propose des séances de préparation ou de bilan, organise des séminaires d'information et de perfectionnement destinés au corps enseignant, anime des espaces didactiques et présente l'offre sur la plateforme Education et culture de l'Office de la culture du Canton de Berne.
- 3 La Fondation fournit les autres prestations suivantes :
 - a Elle tient compte du bilinguisme de la région, tant sur le plan de son offre que sur celui de l'exploitation.
 - b Elle fait la promotion d'artistes originaires de Bienne et de la région Seeland-Jura bernois et/ou y travaillant en les intégrant à son programme.
 - c Elle fait figurer son programme dans les agendas culturels biennois et régionaux (biennout.ch, agenda Gassmann Media, culturoscope.ch).
 - d Sur demande de la Ville de Bienne (Service de la Culture), elle livre du matériel photographique, et le cas échéant audio-visuel, de qualité documentant ses activités.
 - e Elle octroie une réduction de prix d'environ 35% aux personnes qui possèdent la CarteCulture.

- 4 La Fondation développe les projets stratégiques suivants:
 - a Elle développe la coopération avec les acteurs culturels régionaux.
 - b Elle cherche à augmenter sa fréquentation et à diversifier ses publics.
 - c Elle développe le cercle d'amis « Club Centre d'art ».
 - d Elle participe à la « Démarche », processus de réorganisation du Centre Pasquart.
 - e Elle étudie les différentes possibilités d'intégrer à ses missions celles de la fondation Expositions suisses de sculptures.

Art. 4 Conditions générales

- 1 La Fondation fixe ses heures d'ouverture et ses prix d'entrée de manière à ce qu'un maximum de personnes issues de toutes les couches de la population puissent bénéficier de l'offre proposée.
- 2 Dans toute sa communication et ses relations avec les médias, la Fondation mentionne le soutien apporté par les responsables du financement.
- 3 La Fondation garantit et développe la qualité de ses prestations.
- 4 La Fondation facilite l'accès des personnes handicapées à ses offres.
- 5 Dans sa collaboration avec des bénévoles, La Fondation s'appuie sur les normes de l'association Benevol sur le travail bénévole.
- 6 La Fondation garantit l'égalité salariale entre hommes et femmes. Une attestation peut être exigée à cet égard.
- 7 S'agissant de la rémunération des acteurs et actrices culturels, La Fondation veille à respecter les cachets et salaires indicatifs des associations correspondantes.

Art. 5 Indicateurs financiers

La Fondation

- 1 vise pour l'exploitation du Centre d'art une couverture annuelle moyenne d'au moins 30 pour cent des charges d'exploitation par ses propres moyens (propres moyens = (produit d'exploitation - somme des subventions versées par les responsables du financement) / charges totales x 100);
- 2 s'efforce d'obtenir le soutien financier de tiers (recherche de fonds, parrainage, etc.);
- 3 est responsable des excédents et déficits. Les responsables du financement ne sont pas tenus de couvrir un éventuel déficit de La Fondation;
- 4 présente, en fin de période contractuelle, un résultat équilibré se rapportant à l'ensemble de la période de subventionnement;
- 5 est responsable de son propre personnel, est affiliée à la Caisse de pension de la Ville de Bienne.

Section 3: Indemnisations des prestations

Art. 6 Subvention d'exploitation

- 1 Les responsables du financement indemnisent la Fondation pour la fourniture des prestations et projets stratégiques convenus à l'article 3 au moyen d'une subvention annuelle globale de **1'024'700.00** francs.
- 2 Le montant de la subvention se base sur le niveau de l'indice suisse des prix à la consommation de novembre 2018.
- 3 Le montant de la subvention n'est pas adapté au renchérissement pendant la durée du contrat.

Art. 7 Montant de la subvention d'exploitation

La subvention d'exploitation se répartit comme suit entre les divers responsables du financement:

Ville de Bienne	CHF	512'350,00
Canton de Berne	CHF	409'880,00
Communes selon l'annexe 2	CHF	102'470,00
Total	CHF	1'024'700.00

Art. 8 Emploi de la subvention d'exploitation

- 1 La Fondation emploie la subvention d'exploitation visée à l'article 6 aux fins de fourniture des prestations et de mise en œuvre des projets stratégiques listés à l'article 3.
- 2 La subvention d'exploitation couvre aussi une part des dépenses afférentes au loyer des locaux ainsi qu'à l'entretien et au remplacement des installations d'exploitation.
- 3 Les dépenses d'investissement dépassant le cadre fixé à l'alinéa 2, en particulier les dépenses d'investissement destinées à accroître la valeur des bâtiments et des installations visées dans la législation cantonale sur les impôts, ne font pas l'objet du présent contrat.

Art. 9 Versement de la subvention d'exploitation

La Ville de Bienne verse sa part de la subvention annuelle en deux tranches (janvier et juillet). Le canton de Berne verse sa part de la subvention annuelle en janvier et le syndicat de communes verse sa part en juin.

Art. 10 Présentation des comptes

- 1 La Fondation présente ses comptes conformément aux articles 957 ss du Code suisse des obligations du 30 mars 1911 (CO; RS 220).
- 2 Les responsables du financement peuvent au besoin énoncer des dispositions plus détaillées relatives à la présentation des comptes.
- 3 Les investissements financés par les responsables du financement ou par des tiers pour des projets en particulier ne doivent être ni portés à l'actif, ni amortis par la Fondation.

Section 4: Garantie de fourniture des prestations et de mise en œuvre des projets stratégiques**Art. 11 Compte-rendu des activités**

- 1 L'exercice s'étend du 1er janvier au 31 décembre.
- 2 La Fondation soumet les documents suivants à la commune-siège avant le 30 juin de l'année suivante:
 - a le bilan et les comptes annuels (au 31 décembre de l'année précédente) contrôlés par l'organe de révision statutaire et signés par les organes compétents accompagnés du rapport annuel, du rapport de révision ainsi que des éventuels autres rapports établis par l'organe de révision;
 - b le budget pour l'année en cours ainsi que le plan financier pour les trois années suivantes;
 - c la feuille de compte-rendu remplie selon l'annexe 1 du présent contrat et comprenant la justification des éventuels écarts relevés entre les valeurs atteintes et les valeurs cibles.

- 3 La Fondation informe les responsables du financement de toute modification apportée à ses statuts dans un délai d'un mois.

Art. 12 Entretien de reporting

- 1 Les prestations sont régulièrement contrôlées.
- 2 Un entretien de reporting visant à compléter le compte-rendu des activités prévu à l'article 11 a lieu chaque année durant le troisième trimestre.
- 3 Un représentant ou une représentante de la Ville de Bienne, du canton de Berne et du syndicat de communes, la présidente ou le président du Conseil de fondation, ainsi qu'un autre membre du Conseil de fondation et les directions administrative et artistique de l'organisation participent à l'entretien de reporting.
- 4 La conduite et l'organisation de cet entretien incombent à la Ville de Bienne.

Art. 13 Droit de consultation

- 1 Les représentants et représentantes des responsables du financement participant à l'entretien de reporting, selon l'article 12, alinéa 3, peuvent visiter gratuitement les offres de la Fondation sous condition de s'annoncer au préalable.
- 2 La Fondation fournit tous les renseignements nécessaires aux responsables du financement et les autorise à consulter les dossiers de l'organisation.

Art. 14 Obligation d'information

La Fondation informe immédiatement les responsables du financement au sujet des décisions stratégiques importantes et des événements particuliers pouvant avoir un impact sur l'exécution du présent contrat.

Section 5: Règlement des conflits

Art. 15 Exécution imparfaite

- 1 Au cas où une partie au contrat constate que l'autre ne remplit pas ou seulement imparfaitement ses obligations contractuelles, il lui incombe de la mettre sans délai en demeure de remplir ses obligations et de lui fixer un délai pour ce faire.
- 2 Si, en dépit d'un avertissement, la Fondation n'honore pas sa prestation ou l'honore de manière insatisfaisante, les responsables du financement peuvent réduire leurs subventions en fonction de la prestation fournie ou exiger le remboursement des subventions déjà versées.

Art. 16 Obligations de négociier

- 1 Si des litiges résultent de la mise en œuvre du présent contrat, les parties sont tenues de négocier en conséquence.
- 2 Les parties contractuelles s'efforcent activement de régler leurs différends, si besoin en faisant appel à des spécialistes externes.
- 3 Si aucun accord ne peut être trouvé entre les parties contractuelles, celles-ci peuvent emprunter la voie juridique conformément à la Loi sur la procédure et la juridiction administratives du Canton de Berne du 23 mai 1989.

Section 6: Dispositions finales

Art. 17 Entrée en vigueur et durée de validité

- 1 Le présent contrat, approuvé par la Fondation, l'organe compétent de la Ville de Bienne, le syndicat de communes et le Conseil-exécutif, entre en vigueur le 1^{er} janvier 2020.
- 2 Il est valable jusqu'au 31 décembre 2023 sous réserve de l'alinéa 4.
- 3 Les parties font connaître en temps opportun, soit en règle générale deux ans avant l'échéance de la période contractuelle, leur intention d'entreprendre des négociations en vue de la conclusion d'un contrat subséquent.
- 4 Si le canton édicte de nouvelles dispositions légales empêchant la poursuite du présent contrat jusqu'à l'échéance convenue à l'alinéa 2, celui-ci devient caduc à l'entrée en vigueur desdites dispositions.

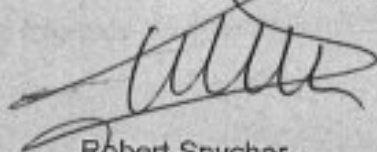
Art. 18 Modification du présent contrat

- 1 Les dispositions relatives aux prestations et aux projets stratégiques de la Fondation contenues à l'article 3 et à l'annexe 1 peuvent être modifiées d'un commun accord entre les parties.
- 2 Les parties s'engagent à entamer des négociations si les conditions d'exercice des activités évoluent considérablement. Aucune partie ne peut faire valoir de droit à la modification du présent contrat durant la période contractuelle.

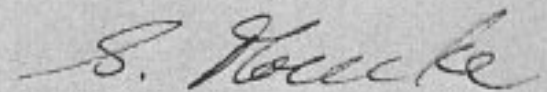
Le présent contrat a été approuvé par les parties contractantes suivantes :

Bienne, le 27.12.2018

la Fondation "CentrePasquArt Biel/Bienne"
Pour le Conseil de fondation



Robert Spycher
Co-président ad interim



Sybille Thomke
Co-présidente ad interim

- le Conseil municipal de la Ville de Bienne, ; le Conseil de Ville de Bienne,
- l'assemblée des délégués et des déléguées du syndicat de communes,
- le Conseil-exécutif du canton de Berne,

Les annexes 1 à 3 sont parties intégrantes du présent contrat:

Annexe 1: Feuille de compte-rendu

Annexe 2: Contributions des autres communes du syndicat de communes pour l'encouragement des activités culturelles dans la région Biel/Bienne-Seeland-Jura bernois (BBSJB) par année

Annexe 3: statuts de la Fondation

Annexe 1: Feuille de compte-rendu

Prestations selon l'article 3, alinéa 1, 2 et 3	Mesures pour la fourniture des prestations Evaluation de la prestation (quantité et qualité)	Valeur cible par année*	2020	2021	2022	2023
Médiation culturelle	Présentation d'expositions temporaires Nombre total d'expositions temporaires Offres publiques de médiation culturelle pour adultes - Nombre d'offres Offres publiques de médiation culturelle pour enfants et adolescent-e-s - Nombre d'offres	6 30 14				
Médiation culturelle en milieu scolaire	Offres dans le domaine de la médiation culturelle en milieu scolaire - Nombre d'offres - Nombre de classes participantes - Matériel d'accompagnement pédagogique: Taux d'occupation	10 120 oui 60%				
Personnel qualifié pour la médiation culturelle	Nombre d'artistes	ouvert				
Artistes originaires de Bienne ou travaillant à Bienne						
Collaboration	Partenariats avec des organisations locales, régionales et nationales - Nombre de partenariats - Noms des partenaires	ouvert ouvert				
Public	Statistique détaillée des visiteurs disponible Nombre de visiteurs et visiteuses	oui 14'000				
Echo médiatique	Nombre de mentions dans les médias régionaux ou suprarégionaux	>60				
Finances	Données financières	Valeur cible par année*	2020	2021	2022	2023
Comptes annuels	Résultat des comptes annuels	équilibré				
Prestations propres	Taux d'autofinancement selon art. 5 al. 1	oui				

* Les valeurs cibles sont indiquées par année. Elles doivent être atteintes en moyenne sur l'intégralité de la période contractuelle. Les valeurs cibles qui, dans l'ensemble, ne sont pas atteintes doivent être justifiées par écrit à l'échéance de la période contractuelle.

Projets selon l'article 3, alinéa 4	Mesures	2020	2021	2022	2023
Recherche d'augmentation de la fréquentation et diversification des publics	Développement de nouvelles approches				
Développement de Collaborations interinstitutionnelles	Conception et réalisation de projets collaboratifs				
Développement du cercle d'amis « Club centre d'art »	Développement et animation du « Club centre d'art »				
Participation à « Démarche »	Participation à la réflexion Participation à la conception d'un éventuel projet				
Réflexion sur l'intégration des missions des Expositions suisses de sculptures	Définition des scénarii possibles Conception d'un éventuel projet				

Annexe 2: Contributions des autres communes du syndicat de communes pour l'encouragement des activités culturelles dans la région Biel/Bienne-Seeland-Jura bernois (BBSJB) par année

Centre d'Art Pasquart			
Commune	Contribution p.a. (CHF)	Commune	Contribution p.a. (CHF)
Aarberg	1'688	Moulier	1'431
Aegerten	2'550	Münschemier	516
Arch	585	Nidau	9'106
Bargen	375	Nods	211
Beimund	2'139	Oberwil b.B.	315
Belprahon	58	Orpund	3'530
Brügg	5'586	Orvin	802
Brüttelen	221	Perrefitte	84
Büetigen	309	Péry-La Houtte	1'260
Bühl	160	Petit-Val	78
Büren a.A.	1'326	Pieterlen	5'361
Champoz	45	Plateau de Diesse	586
Corcelles	40	Port	4'583
Corgémont	472	Radelfingen	467
Cormoret	138	Rapperswil	994
Cortébert	203	Rebévelier	8
Court	404	Reconvilier	666
Courtelary	384	Renan	167
Crémines	102	Roches	40
Diesbach	375	Romont	56
Dotzigen	550	Rüti b.B.	320
Epsach	124	Safnam	2'543
Erlach	527	Salcourt	173
Escherl	70	Saint-Imier	967
Evilard	3'377	Sauge	543
Finstershennen	208	Saules	45
Gals	296	Schellen	7
Gampelen	324	Scheuren	346
Grandval	75	Schüpfen	1'407
Grossaffoltern	1'123	Schwadernau	505
Hagneck	154	Seedorf	1'140
Hemrigen	394	Seehof	13
Ins	1'302	Siselen	218
Ipsach	5'328	Sonceboz	1'282
Jens	514	Sornviller	238
Kallnach	848	Sornviller	76
Kappelen	501	Studen	4'126
La Ferrière	103	Sutz-Lattrigen	1'872
La Neuveville	1'054	Täuffelen	1'033
Lengnau	3'686	Tavannes	1'027
Leuzigen	473	Tramelan	1'257
Ligerz	415	Tretlen	169
Loveresse	94	Tschugg	168
Lüscharz	202	Twann-Tüscherz	876
Lyss	5'402	Valbirse	1'140
Melenried	20	Villeret	263
Melnisberg	1'765	Vinelz	327
Merzigen	527	Walperswil	378
Mont-Tramelan	33	Wengi	229
Mörigen	1'140	Worben	1'729
		Total	102'470

Annexe 3: Statuts de la Fondation CentrePasquArt

STIFTUNGSURKUNDE

Marc F. Suter, Notar des Kantons Bern mit Büro in Biel, Zentralstrasse 47,
beurkundet:

1. Die

Einwohnergemeinde Biel

handelnd durch den Gemeinderat der Stadt Biel, dieser wiederum handelnd durch Herrn Stadtpräsident Hans Stöckli, von Wattenwil, in Biel, und Herrn Stadtschreiber Dr. Stefan Müller, von Wangen bei Olten, in Biel, laut beiliegender Vollmacht vertreten durch Frau Gemeinderätin Erica Wallis, Schuldirektorin, von Basel, in Biel (Beilage 1),

2. Die

Stiftung Kunsthaus-Sammlung Centre PasquART Biel-Bienne

handelnd durch die Stiftungsratsmitglieder, Herrn Dr. Hans Dahler, von Basel, in Tüscherz, Präsident, und Herrn Andreas Meier, von Büren SO, in Biel, Sekretär, laut beiliegender Vollmacht vertreten durch Herrn Dr. Hans Dahler, vorgeannt (Beilage 2),

3. Der

Kunstverein Biel

handelnd durch die kollektiv zu zweien zeichnenden Vorstandsmitglieder, Herrn Dr. Hans Dahler, von Basel, in Tüscherz, Präsident, und Herrn Hans Flückiger, von Rohrbachgraben BE, in Brugg, Vizepräsident, laut beiliegender Vollmacht vertreten durch Herrn Hans Flückiger, vorgeannt (Beilage 3),

4. Der

Verein Photoforum Biel-Bienne

handelnd durch die kollektiv zu zweien zeichnenden Vorstandsmitglieder, Herrn Francis Siegfried, von La Chaux-de-Fonds und Arni BE, in Biel, Präsident, und Herrn Bruno Facchinetti, von Cureggia, in Twann, Kassier, laut beiliegender Vollmacht vertreten durch Herrn Francis Siegfried, vorgeannt (Beilage 4),

5. Der

Verein Filmpodium Biel-Bienne

handelnd durch den Vereinspräsidenten, Herrn Beat Borter, von Ringgenberg, in Biel, laut beiliegender Vollmacht vertreten durch Frau Catherine Portmann, von Escholzmatt LU, in Nidau (Beilage 5),

6. Der

Verein "Gesellschaft Schweizerischer Maler, Bildhauer und Architekten" (GSMBA), Region Biel

handelnd durch die Vorstandsmitglieder, Frau Verena Lafargue, von Mynigen BE, in Biel Präsidentin, und Herrn Ruedi Schwyn, von Beringen SH, in Nidau, Vorstandsmitglied, laut beiliegender Vollmacht vertreten durch Frau Verena Lafargue, vorgeannt (Beilage 6).

- Stifter -

erklären:

PRAEAMBEL

Mit der Gründung dieser Stiftung soll eine dauerhafte Trägerschaft für das Bieler Kunsthaus geschaffen werden.

Die Stiftung ermöglicht den Einbezug von möglichst allen unterstützenden Kräften in geeigneten Formen und fördert die Zusammenarbeit verwandter Kulturbetriebe innerhalb einer gemeinsamen, von ihr getragenen Infrastruktur (Centre PasquART).

Das Angebot des Kunsthauses richtet sich zunächst an die Bedürfnisse der Region. Dem Bildungsanspruch der Schulen und der Öffentlichkeit ist Rechnung zu tragen. Durch Publikationen und museumspädagogische Veranstaltungen soll der Zugang zur Kunst erleichtert werden. Die Sammlung soll im Gesamtprogramm ihren angemessenen Platz finden. Sie trägt zu einer Traditionsbildung bei und damit zur Imageförderung von Stadt und Region. Es sind in Zusammenarbeit mit geeigneten Partnerorganisationen auch überregionale und internationale Bezüge sichtbar zu machen.

Der Zweisprachigkeit ist in Programm und Betrieb angemessen Rechnung zu tragen.

Die Einwohnergemeinde Biel kann der Stiftung geeignete Liegenschaften und Räumlichkeiten zur Nutzung überlassen; die diesbezüglichen Modalitäten werden in einem gesonderten Vertrag geregelt.

I. ALLGEMEINES

Art. 1

Name und Sitz der Stiftung

Unter dem Namen

"Stiftung Centre PasquART Biel-Bienne"

wird eine Stiftung im Sinne von Art. 80 ff des Schweizerischen Zivilgesetzbuches mit Sitz in Biel-Bienne errichtet.

Eine Verlegung des Sitzes der Stiftung ist ausgeschlossen.

Artikel 2

Zweck

Die Stiftung bezweckt:

- a) die Uebernahme der Trägerschaft für das im Centre PasquART domizilierte Kunsthaus der Stadt und Region Biel sowie -

- b) die Bereitstellung, die Verwaltung und Weiterentwicklung einer gemeinsamen baulichen und betrieblichen Infrastruktur (Centre PasquART) für das Kunsthaus sowie für verwandte Kulturbetriebe, mit denen sie individuelle Verträge abschliesst.

Das Kunsthaus vermittelt mit seinem Programm primär aktuelles Kunstschaffen in monographischen und thematischen Wechsellausstellungen, ergänzt durch solche mit historischen Aspekten.

Mit seinen Ausstellungen (und der Sammlungstätigkeit der Stiftung Kunsthaus-Sammlung) trägt das Kunsthaus auch zur Förderung der Kunstschaffenden bei.

Durch weitere kulturelle Veranstaltungen soll die Zusammenarbeit mit anderen Kunstsparten gepflegt werden.

Die Stiftung kann unter bestimmten Voraussetzungen die Verwaltung und Betreuung von Kunstsammlungen, insbesondere derjenigen der Stadt Biel übernehmen.

Art. 3

Widmungen

Im Zuge der Errichtung der Stiftung widmen die Stifter zur Erreichung des Stiftungszwecks folgende Vermögenswerte (und Rechte):

1. Die Einwohnergemeinde Biel einen Barbetrag von Fr. 100'000.--.
2. Die Stiftung Kunsthaus-Sammlung Centre PasquART Biel-Bienne und der Kunstverein Biel je einen Barbetrag von Fr. 10'000.--, zusammen also eine Zuwendung von 20'000.--.
3. Die Vereine Photoforum, Filmpodium und GSMBA-Sektion Biel je einen Barbetrag von Fr. 1'000.--, zusammen also eine Zuwendung von Fr. 3'000.--.

Der Kunstverein überträgt der Stiftung Centre PasquART für die Dauer des Bestehens des Kunsthauses seine auf den Parzellen Nrn. 1632 und 1633 (Ring 8 und 10) bestehende Personaldienstbarkeit (Nutzungsrecht gemäss Dienstbarkeitsvertrag vom 21. Oktober 1963); es ist beabsichtigt, diese später auf die von der Stiftung als Kunsthaus genutzten Liegenschaften zu überschreiben.

Art. 4

Stiftungsvermögen

Die Stiftung verfügt bei ihrer Errichtung über ein Vermögen von Fr. 123'000.--, das sich aus Widmungsbeiträgen der Stifter zusammensetzt (Art. 3). Weitere Beiträge der Stifter und der öffentlichen Hand sind - insbesondere aus dem Kreis der Regionsgemeinden - jederzeit möglich.

Die Stiftung ist eine gemeinnützige Institution. Die Stiftung beschafft die zur Zweckerfüllung notwendigen Mittel, strebt aber keinen Gewinn an.

Das Stiftungsvermögen soll geüfnet werden durch:

- Jahresbeiträge in Form von Subventionen der öffentlichen Hand (gemäss entsprechenden Subventionsverträgen),
- Einnahmen aus der Stiftungstätigkeit und aus Sammlungen sowie Vermögen-erträgnisse,
- Beiträge von privater Seite oder von staatlichen Stellen,
- dem Stiftungszweck dienende Erbschaften und Legate,
- Einbringung von Sachwerten und Rechten,
- Einnahmen aus Vermietungen.

II. ORGANISATION

Art. 5

Organe

Die Organe der Stiftung sind:

- A. der Stiftungsrat,
- B. der Stiftungsratsausschuss,
- C. die Revisionsstelle.

A. STIFTUNGSRAT

Art. 6

Zusammensetzung und Wahl

Der Stiftungsrat ist das oberste Stiftungsorgan. Er besteht in der Regel aus mindestens 13 Mitgliedern und setzt sich wie folgt zusammen:

- a) 4 Gemeindevertreterinnen oder Gemeindevertreter,
- b) 1 Vertreterin oder Vertreter der städtischen Kunstkommission,
- c) 1 vom Regierungsrat bestimmte Kantonsvertreterin oder bestimmter Kantonsvertreter,

- d) 1 vom Regionalen Kulturausschuss bestimmte Vertreterin oder bestimmter Vertreter der Regionsgemeinden,
- e) 2 Vertreterinnen oder Vertreter des Kunstvereins,
- f) 1 Vertreterin oder Vertreter der Stiftung Kunsthaus-Sammlung,
- g) 1 Vertreterin oder Vertreter des Photoforums,
- h) 1 Vertreterin oder Vertreter des Filmpodiums,
- i) 1 Vertreterin oder Vertreter der GSMBA/Sektion Biel,
- k) 1 - 4 weitere, vom Stiftungsrat vorgeschlagene Personen.

Die Wahl des Stiftungsrates wird auf Antrag der berechtigten Organisationen und des Stiftungsrates (lit. k) und mit Ausnahme der Vertreterinnen oder Vertreter des Kantons und der Regionsgemeinden (lit. c und d) vom Gemeinderat der Stadt Biel vorgenommen.

Die Leitung des Centre PasquART's, resp. des Kunsthauses nimmt an den Sitzungen des Stiftungsrates mit beratender Stimme teil.

Art. 7

Konstituierung und Amtsdauer

Der Stiftungsrat konstituiert sich selbst. Die Präsidentin oder der Präsident und die Vizepräsidentin oder der Vizepräsident dürfen nicht aus der gleichen Delegiertengruppe stammen.

Der Stiftungsrat bezeichnet jene Personen, die die rechtsverbindliche Unterschrift führen.

Der Stiftungsrat kann Ausschüsse und Arbeitsgruppen bilden und ihnen gewisse Kompetenzen delegieren.

Die Amtsdauer der Stiftungsräte beträgt vier Jahre mit der Möglichkeit der Wiederwahl, ist aber auf höchstens zwölf Jahre begrenzt. Scheidet ein Stiftungsratsmitglied während seiner Amtsdauer aus, so ist eine Ersatzwahl für den Rest der Periode vorzunehmen.

Art. 8

Einberufung

Der Stiftungsrat tritt zusammen, so oft es die Geschäfte erfordern, mindestens jedoch zweimal pro Jahr.

Die Präsidentin oder der Präsident beruft den Stiftungsrat von sich aus ein oder auf Antrag von mindestens vier seiner Mitglieder.

Zu den Sitzungen des Stiftungsrates ist schriftlich mindestens 14 Tage zum voraus einzuladen unter Bekanntgabe der Traktanden.

Art. 9

Verfahren

Die Präsidentin oder der Präsident oder im Falle einer Verhinderung die Vizepräsidentin oder der Vizepräsident leitet die Sitzung des Stiftungsrates. Ueber die Verhandlungen und Beschlüsse ist ein Protokoll zu führen.

Der Stiftungsrat ist beschlussfähig, wenn die Mehrheit seiner Mitglieder anwesend ist. Er fasst seine Beschlüsse mit einfachem Mehr ausser bei Beschlüssen über Aenderungen der Stiftungsurkunde (Art. 18). Die Vorsitzende oder der Vorsitzende stimmt mit und fällt bei Stimmgleichheit den Stichtscheid.

In dringenden Fällen können Einzelbeschlüsse auch auf dem Zirkularweg gefasst werden, sofern alle Mitglieder diesem Verfahren einstimmig zustimmen.

Art. 10

Aufgaben des Stiftungsrates

Dem Stiftungsrat obliegen alle Aufgaben, die nicht ausdrücklich einem anderen Organ zugewiesen sind, insbesondere:

1. Konstituierung des Stiftungsrates,
2. Vertretung der Stiftung gegen aussen,
3. Wahl und Abberufung der Leitung, der die Gesamtleitung (inkl. Anstellung des Personals) obliegt, die die künstlerischen Konzepte im Rahmen der Kunstfreiheit und des Leistungsauftrages (Subventionsvertrag) bestimmt und in Betriebs- und Kunstausschuss den Vorsitz führt,
4. Erlass der Reglemente und Richtlinien für Leitung, Betrieb und Verwaltung, Abschluss der entsprechenden Verträge,
5. Entscheid über Erweiterung, bzw. Verminderung der Tätigkeiten der Stiftung um einzelne Bereiche,
6. Entscheid über Aufnahme weiterer Stifter,
7. Oberaufsicht über den Betrieb,

8. Wahl der Mitglieder des Stiftungsratsausschusses und Erlass des entsprechenden Pflichtenheftes,
9. Genehmigung des Voranschlages sowie allfälliger Investitionskredite und Ueberschreitungen des Voranschlages sowie des Kunsthaus-Jahresprogramms,
10. Abnahme des Geschäftsberichtes, der Jahresrechnung, der Bilanz und des Revisionsberichtes,
11. Aenderung der Stiftungsurkunde bei massgeblich veränderten Verhältnissen, unter Vorbehalt der Zustimmung der Aufsichtsbehörde,
12. Abschluss von Subventionsverträgen mit der öffentlichen Hand sowie Erfüllung der darin auferlegten Verpflichtungen,
13. Abschluss der Vereinbarungen mit den Benutzer-, resp. Partnerorganisationen unter Berücksichtigung ihrer künstlerischen Freiheit, einer angemessenen betrieblichen Autonomie und ihrer eingebrachten Vorausinvestitionen,
14. Einsetzung von Arbeitsgruppen und Beizug von Fachleuten zur Bearbeitung besonderer Projekte und Sachfragen, insbesondere eines Betriebsausschusses für die betriebliche Koordination der Benutzerorganisationen und eines Kunstausschusses als Dialogpartner der Kunsthausleitung in künstlerischen Belangen, wobei dessen Mitglieder vom Kunstverein und von der Kunsthausleitung vorgeschlagen werden,
15. Verkauf und Erwerb von Grundstücken,
16. Genehmigung von Miet- und Pachtverträgen,
17. Beschluss über Aus-, Umbau- und Unterhaltsprojekte für die stiftungseigenen Gebäude,
18. Festlegung der Eintrittspreise, der Tarife und der Öffnungszeiten für das Kunsthaus,
19. Annahme von Schenkungen und Legaten,
20. Genehmigung von Verträgen für bedeutende Leihgaben und von Zusammenarbeitsvereinbarungen.

B. STIFTUNGSRATSAUSSCHUSS

Art. 11

Zusammensetzung

Der Stiftungsratsausschuss besteht aus mindestens drei Mitgliedern des Stiftungsrates (wovon mindestens einer Gemeindevertreterin oder einem Gemeindevertreter), wobei ihm die Präsidentin oder der Präsident des Stiftungsrates sowie die für Finanzen verantwortlich bezeichnete Person angehören. Die Leitung nimmt an den Verhandlungen mit beratender Stimme teil.

Art. 12

Aufgaben

Dem Stiftungsratsausschuss obliegen die Aufgaben, die ihm vom Stiftungsrat übertragen sind.

Insbesondere ist er zuständig für die Vorbereitung und Vorberatung wichtiger Stiftungsratsgeschäfte sowie für die Behandlung von Routine- und dringenden Geschäften.

C. REVISIONSSTELLE

Art. 13

Bestellung

Als Revisionsstelle ist nur ein der schweizerischen Treuhandkammer angehörendes Unternehmen wählbar. Der Stiftungsrat hat einen oder mehrere Revisoren als Revisionsstelle für eine Amtsdauer von jeweils 2 Jahren zu wählen. Die Revisoren dürfen nicht Mitglieder eines anderen Organes oder Mitarbeiter der Stiftung sein.

Art. 14

Aufgaben

Die Revisionsstelle prüft die Buchführung und die Rechnung der Stiftung und berichtet schriftlich über ihren Befund. Der Revisionsbericht ist spätestens 6 Monate nach Abschluss des Geschäftsjahres dem Stiftungsrat einzureichen. Im übrigen gelten für die Aufgaben der Revisionsstelle die Bestimmungen gemäss Art. 728 ff OR sinngemäss.

III. SCHLUSSBESTIMMUNGEN

Art. 15

Anpassung der Stiftungsurkunde

Der Stiftungsrat kann mit einer Mehrheit von zwei Dritteln aller seiner Mitglieder unter Vorbehalt der Zustimmung der Aufsichtsbehörde die Stiftungsurkunde den veränderten Verhältnissen anpassen; er ist hingegen an die Zweckbestimmungen der Stiftung gebunden.

Art. 16

Auflösung

Sollte die Stiftung zufolge vorliegender Voraussetzungen des Art. 88 ZGB aufgehoben werden müssen, so soll das in jener Zeit bestehende Stiftungsvermögen an eine Institution in der Region Biel mit möglichst ähnlicher Zweckbestimmung übergeben werden. Bei Fehlen einer solchen Institution soll es der Einwohnergemeinde Biel zur Erfüllung entsprechender kultureller Aufgaben zufallen. Vorbehalten bleibt die Zustimmung der Aufsichtsbehörde.

* * * * *

1. Der erste Stiftungsrat setzt sich zusammen aus:
 - . Frau Erica Wallis, Gemeinderätin/Schuldirktorin, Biel,
 - . Frau Marie-Pierre Walliser, Gemeinderätin/Polizeidirektorin, Biel,
 - . Frau Susanne Müller, Künstlerin, Prêles,
 - . Herr Dr. Hans Dahler, a. Gymnasiallehrer, Tüscherz,
 - . M. Stéphane de Montmollin, architecte, Bienne,
 - . Herr Hans Hartmann, Bahndirektor, Leubringen,
 - . M. Francis Siegfried, secrétaire aux affaires culturelles, Bienne,
 - . Herr Beat Borter, Gymnasiallehrer, Biel,
 - . Frau Verena Lafargue, Künstlerin, Biel,
 - . Herr Andreas Schärer, Jurist, Biel.
2. Die Stiftung nimmt ihre geschäftliche Tätigkeit mit ihrer Gründung auf und kann die Trägerschaft für das Kunsthaus Biel auf den 1. Januar 1995 übernehmen.
3. Diese Stiftungsurkunde ist als Rechtsgrundaussweis für das Handelsregisteramt Biel, als Beweismittel für die Stifter, die neue Stiftung, die zuständige Aufsichtsbehörde und die Steuerverwaltung des Kantons Bern zehnfach auszufertigen. Vorbehalten bleibt die Genehmigung der Stiftungserrichtung durch das zuständige Organ der Einwohnergemeinde Biel; die Genehmigungserklärung wird den Ausfertigungen nachgetragen.

* * * * *

Der Notar liest diese Urkunde den ihm persönlich bekannten und handlungsfähigen Mitwirkenden vor und unterzeichnet die Urschrift mit ihnen.

Die Beurkundung vollzieht sich ohne Unterbrechung und in Anwesenheit aller Mitwirkenden im Büro des Notars in Biel, am dreissigsten Mai neunzehnhundertvierundneunzig.

D.d. 30. Mai 1994

Die Stifter:

Für die Einwohnergemeinde Biel
Die Schuldirektorin:

(L. B. B. B.)

Für die Stiftung Kunsthau-Samm-
lung Centre PasquART Biel-Bienne

L. P. P. P.

Für den Kunstverein Biel

K. K. K. K.

Für den Verein Photoforum
Biel-Bienne

P. P. P. P.

Für den Verein Filmpodium Biel-Bienne

K. K. K. K.

Für den Verein "Gesellschaft
Schweizer Maler, Bildhauer und
Architekten" (GSMBA), Region Biel

G. G. G. G.

Der Notar:

N. N. N. N.